

Déficit public : la contribution des collectivités territoriales



Déficit public : la contribution des collectivités territoriales

La situation financière catastrophique de la France amène le Premier Ministre à tracer l'esquisse du Budget 2026 de l'État et de la dépense publique en pointant une nécessité de 40 milliards d'économies dont 8 milliards fournies par les Collectivités Locales. Ces dernières ont immédiatement réagi en faisant valoir qu'elles ne sont en rien coupables de la situation de quasi faillite dans laquelle se trouve le pays.

D'un point de vue comptable elles ont raison. Leurs budgets et leurs résultats ne sont jamais en déficit. Elles n'empruntent que pour financer des investissements, dont elles remboursent scrupuleusement les annuités (capital et intérêts) à la différence de l'État qui emprunte pour des dépenses courantes et ne rembourse que les intérêts de la dette. Le capital restant dû étant couvert par un nouvel emprunt, d'où la dette colossale de 3 300 Mds€ qui plombe les comptes de la nation.

La situation de la France au plan financier, ne peut s'accommoder de demi- mesures et l'organisation administrative doit être repensée pour la rendre plus efficiente tout en améliorant la démocratie.

A cet égard il y a beaucoup à faire au niveau local.

Le chantier de recomposition du tissu administratif local relève d'une conception révolutionnaire des actions à mener et il faut reconnaître que le personnel politique qui doit prendre la main, plus enclin à préserver ses prébendes qu'à renverser la table, n'a pas la fibre de ceux qui surent transformer le pays en 1789.

Texte de Michel Sanroma, ancien maire de Vic-Fezensac